

## Au sommaire

- 5 ACTES COURANTS - IMMOBILIER**  
**Logement.** Location de courte durée non autorisée : mise en œuvre de l'amende
- 6 DROIT INTERNATIONAL PRIVÉ**  
**Droits européen et de l'UE.** Lutte contre la planification fiscale transfrontière et professionnels tenus au secret professionnel
- 7 ENTREPRISE**  
**Sociétés et autres groupements.** Cession de parts, détermination du prix et potestativité  
**Baux commerciaux.** Le cédant responsable de l'éviction du cessionnaire ne peut demander le remboursement des loyers et indemnités
- 8 FISCAL**  
**Impôts et taxes.** Commentaires administratifs des aménagements des régimes d'aide fiscale à l'investissement productif outre-mer
- 11 RURAL**  
**Aménagement foncier.** Prémption de la SAFER pour un objectif environnemental : portée de la mise en œuvre de politiques agricoles adaptées

## À LA Une

### Démembrement des parts de SCI : précision concernant la contestation des délibérations par les usufruitiers

Les droits respectifs de l'usufruitier et du nu-propiétaire sur les parts de sociétés ont divisé la doctrine pendant des décennies et alimentent encore aujourd'hui la jurisprudence.

Ainsi, par un arrêt publié du 11 juillet 2024, la Cour de cassation énonce que les statuts d'une SCI ne peuvent priver l'usufruitier du droit de contester une délibération collective susceptible d'avoir une incidence directe sur son droit de jouissance > **LIRE P. 1**